

Etre journaliste en Turquie

par Ali Sirmen

La Turquie, au croisement de plusieurs civilisations depuis Alexandre le Grand, est un pays plein de contradictions et de paradoxes. Avant de parler de censure et d'autocensure, il est nécessaire de tracer à grands traits les caractéristiques de la presse turque.

Contrairement à ce que l'on pense, en Turquie la presse est libre et peut-être même « trop libre ». Entendre cela dans la bouche d'un journaliste peut paraître choquant, mais je peux vous dire que par exemple, il existe dix chaînes de télévision qui n'obéissent à aucune réglementation juridique. Il n'y a pas une seule loi qui définisse le fonctionnement de ces chaînes qui peuvent émettre à partir de pays étrangers, échappant à tout contrôle, y compris fiscal. Cela dure depuis cinq ans, et jusqu'à présent ni le gouvernement, ni le parlement n'ont été capables d'élaborer une réglementation des radios et des télévisions.

D'un autre côté, la Turquie est un pays qui est confronté actuellement à des problèmes ethniques. Alors que l'on avait levé leur immunité et emprisonné deux parlementaires kurdes du DEP, au même moment le chef du PKK, Abdullah Öcalan, écrivait trois fois par semaine dans un journal sous le pseudonyme de Ali Fat. Ce qui traduit bien les énormes contradictions qui traversent ce pays.

La presse écrite, en revanche, est réglementée d'une façon rigoureuse. Elle est tellement sous surveillance que, maintenant, seulement 10 % des journalistes sont syndiqués, alors qu'il y a dix ans, ils étaient 70 %. Ce recul du syndicalisme laisse les journalistes démunis face à leur direction. Sans convention collective, sans sécurité de l'emploi, vous pouvez imaginer que placé dans cette situation le journaliste ne jouit pas de toute sa liberté pour travailler.

Officiellement, la censure n'existe pas en Turquie depuis les années 50, date des premières élections libres. Mis à part les intervalles de régimes militaires. Donc maintenant, selon les lois turques, la censure

n'existe pas. Il y a quand même quelques restrictions : les fameux articles 141, 142 et 163. Les deux premiers ayant été adaptés de la législation fasciste de l'Italie mussolinienne. Ils prévoyaient pour lutter contre le danger communiste ou soi-disant communiste d'instaurer l'hégémonie d'une classe sur une autre. L'article 163 statuait sur les crimes perpétrés contre le système laïc. Bien qu'abrogées il y a deux ans, ces lois, en raison des problèmes ethniques, ont été remaniées et sont réapparues sous la forme de la loi dite de « lutte contre le terrorisme ». Elle autorise la cour de sûreté de l'Etat à interdire la publication de certains journaux, non seulement dans les régions où il y a confrontation, mais également sur tout le territoire turc.

Malgré tout cela la presse turque reste une « presse libre ». Vous pouvez écrire et critiquer tout le monde, y compris le gouvernement. Les sources sont relativement faciles d'accès. Ce qui est nouveau. Car à l'époque du parti unique, il y a une trentaine d'années, il était très difficile d'obtenir la moindre déclaration d'un ministre. Maintenant, c'est devenu tellement facile que je me demande si les journalistes ne sont pas devenus les dupes des politiciens et si ces derniers ne les manipulent pas en leur donnant n'importe quelle information. Le premier gros problème est un problème d'éthique. Il y a quinze ans, alors qu'il était avéré qu'il existait un terrorisme de gauche et de droite, un premier ministre s'est contenté de condamner le terrorisme de gauche. Questionné au parlement, il déclarait : « *Vous ne pouvez pas me faire admettre que des gens de droite commettent des crimes.* »

Aujourd'hui, la Turquie est confrontée à deux énormes problèmes : le fondamentalisme et le problème kurde. Pour un journaliste, il est très difficile de parler du mouvement kurde sans se heurter à toutes sortes d'obstacles. J'ai plusieurs fois visité les régions du Sud-Est qui sont peuplées de Kurdes, et vraiment j'ai découvert qu'il était très dur d'y enquêter.

Quand vous vous entretenez avec le gouverneur d'une région où a été décrété l'état d'exception, vous voyez tout de suite qu'il déforme la réalité. De même, vous parlez avec des sympathisants du PKK, et vous vous apercevez qu'eux aussi déforment les faits. Au bout d'un certain temps, vous vous retrouvez dans l'incertitude la plus totale parce que des deux côtés, la propagande l'a emporté sur tout le reste. Quand des journalistes sont portés disparus, quand des gens sont attaqués, quand on tue des fonctionnaires du gouvernement, le PKK affirme : « *C'est le gouvernement qui les a tués pour nous discréditer. Il est inadmissible que le gouvernement tue ses fonctionnaires.* » D'un autre côté, si vous vous tournez vers le gouvernement, on vous répond que c'est le PKK qui est responsable.

En ce qui concerne la menace sur les personnes, elle est continue et elle vient de partout. Lors de ma dernière visite à Diyarbakir, j'ai

longuement discuté avec des intellectuels kurdes qui développaient d'autres positions que celles du PKK. Il a fallu que je taise leurs noms car ils craignaient des représailles. Si la pression n'est pas perceptible quand vous travaillez à Istanbul, elle l'est quand vous allez sur le terrain des affrontements. Pour résumer, il faut se dire que le journaliste qui écrit des choses qui ne plaisent pas au gouvernement risque d'être poursuivi ou emprisonné, et que celui qui critique le PKK risque d'être tué. Vous devez sans cesse naviguer entre ces deux écueils tout en évitant les manipulations.

Dans le même temps, paradoxalement, je me souviens par exemple d'avoir écrit : « *Le problème kurde ne sera résolu en Turquie qu'avec l'instauration d'une démocratie totale, à ce moment-là, on pourra parler de l'indépendance du Kurdistan* ». Ce qui va à l'encontre des positions gouvernementales et de la loi. Je n'ai pourtant pas été poursuivi. Actuellement, on peut encore écrire sans être poursuivi, que des sympathisants du PKK ont été tués par des agents secrets du gouvernement. Reste que si la crise devait s'accroître, et qu'un régime militaire prenne le pouvoir, la situation pourrait basculer du jour au lendemain.

Dans ce contexte de tensions extrêmes, on se heurte toujours au problème de l'autocensure. Certains journalistes payent de leur vie le fait d'avoir exercé véritablement leur métier. Ici, je pense à Ugur Mamcu, illustre journaliste de renommée internationale, qui a travaillé minutieusement et avec courage. Il a été tué en janvier 1993. Il n'est pas le seul. Selon Reporters sans Frontières, dans l'année 1992, au moins douze journalistes ont été assassinés. Depuis, les assassinats continuent.

Dans certains journaux gauchistes ou du PKK, il y a une confusion entre le métier de journaliste et le rôle du militant. Pour le gouvernement les journalistes sont exclusivement des militants et rien d'autre. Pourtant c'est un métier qu'ils exercent réellement. Il est donc très délicat de savoir qui est journaliste et qui ne l'est pas en Turquie.

Autre pression : l'influence énorme des fondamentalistes sur ce qui peut être publié. Aziz Nesin, l'illustre écrivain turc, avait décidé de publier *les Versets sataniques*. Il en a été empêché et a été menacé de mort. Un homme d'affaires a même été condamné qui avait promis une somme considérable d'argent pour le meurtre d'Aziz Nesin. Il existe des revues fondamentalistes qui ne sont pas proches du parti Refah qui « titrent » : « Qui est partial sera exécuté » Je me souviens d'avoir écrit un article en 1993. Un imam avait dit que fêter le jour de l'an c'était suivre le calendrier grégorien et être infidèle. J'avais écrit que l'imam ne connaissait rien à la question parce que le jour de l'an n'est pas la fête de Noël, et que le calendrier julien a été adopté avant l'avènement du christianisme ; j'avais ajouté que le califat, qui était à la tête de l'Etat durant les dernières années de l'empire Ottoman, utilisait le

Etudes de cas : Turquie

calendrier grégorien dont la racine est julienne. J'ai reçu plus de quinze lettres de menaces.

Ce ne sont pas seulement les fondamentalistes qui agissent ainsi. J'ai vécu une expérience avec un groupe gauchiste terroriste que nous appelons Dev Sol. Lors d'une confrontation armée, l'un des leaders du groupe avait été enlevé puis tué. La plupart des militants de ce mouvement ont été tués dans leur salle de bains, mais officiellement on dit toujours qu'ils ont été tués lors de confrontations armées. Et vous vous demandez pourquoi et comment ils sont morts dans leur salle de bains. Selon le père du leader, son fils aurait été exécuté sans jugement.

J'ai écrit un article disant que les exécutions sommaires étaient contraires à la démocratie, et qu'il fallait les condamner. J'avais posé la question au père en lui demandant si son propre fils n'avait pas lui aussi exécuté des gens sans jugement. J'ajoutais que cela ne réduisait pas la responsabilité de l'Etat qui ne doit pas utiliser les mêmes méthodes pour lutter contre le terrorisme.

J'ai reçu plusieurs lettres. Dans l'un des camps on m'accusait d'avoir de la haine contre l'Etat – parce que j'ai moi-même été emprisonné – et de vouloir saboter les forces de l'ordre dans leur lutte contre le terrorisme. Dans l'autre camp, on me reprochait d'être le valet d'un Etat répressif. Les gens vous demandent toujours d'écrire ce qui est conforme à leurs opinions.

Est-ce qu'un journaliste doit être partisan ? Quelle est la part d'objectivité ? Est-ce qu'un journaliste doit être partisan des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté d'expression ? Bien sûr que nous sommes tous partisans des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté de la presse. En ce sens, nous sommes tous des gens engagés, mais quelle sera notre part d'objectivité ? L'engagement peut amener aussi la manipulation. Tous les gens vous demandent d'être engagé, mais si vous êtes engagé pour les droits de l'homme, on vous soupçonnera de servir un gouvernement ou un parti laïc qui prétendent lutter contre le fondamentalisme. C'est là, peut-être, la question la plus importante, celle d'être engagé sans se laisser manipuler.

DEBAT

SAMIR KASSIR La démarche proposée, dans cette analyse du rapport entre les journalistes et les islamistes, est *grosso modo* de type antifasciste. Cela soulève deux questions. D'abord, les journalistes sont-ils automatiquement, et comme par essence, des militants antifascistes ? Cela va-t-il de soi, comme on a l'air de le penser aujourd'hui ? La deuxième question, qui est peut-être fondamentale, est de savoir si l'islamisme est une forme de fascisme. S'agit-il réellement de fascisme où s'agit-il d'un autre type de mouvement ?

AKRAM BELKAÏD En ce qui concerne l'islamisme, en Algérie, au départ, il y a eu une fascination. Il était très rare de voir apparaître une réaction de rejet total. La presse algérienne a beaucoup fait pour le mouvement islamiste et ce n'est qu'ensuite, lorsque les islamistes ne se sont plus contentés d'utiliser la violence verbale, que les relations ce sont dégradées. Si bien que le « combat » d'un journaliste contre l'islamisme en tant que fascisme n'est pas tout de suite évident ; dans la mesure où cet islamisme interpelle parfois des fondements culturels qui sont propres aux journalistes musulmans.

CARLOS GABETTA Mais il semble qu'il n'y ait pas qu'un islamisme. Il y a un islamisme modéré. Je ne suis pas un spécialiste loin de là, mais vu d'ici, il semble qu'il existe des islamistes qui ne défendent pas du tout les positions des extrémistes. Ce qu'il y a, c'est que ces gens arrivent ensuite à s'imposer par leur action, par leur pouvoir concret à l'ensemble des islamistes.

KENNETH BROWN Je crois que ce que l'on appelle l'islamisme est un phénomène tellement contextuel que l'on pourrait dire qu'il y a un islamisme en Egypte, un autre en Turquie, un autre en Algérie et un autre en Afghanistan. On ne peut pas avancer dans la compréhension de ce phénomène sans commencer par l'analyse des structures sociales, économiques propres à la Syrie, à l'Algérie, au Maroc, à la Turquie, et à la France...

SAMIR KASSIR Il y a actuellement plusieurs islamismes, mais ils ont un seul et même projet de société...

UN INTERVENANT ARABE Projet de société, d'accord. Le Hezbollah a un projet de société, en Algérie aussi, et les Gamaât islamiya dans les quartiers d'Egypte aussi... C'est un refus de la corruption, un refus de la dictature, un refus du gouvernement qui est sorti de l'histoire. La plupart des pays arabes, parmi lesquels mon pays, sont gouvernés par une dictature acharnée qui ne respecte pas les droits de l'homme. Dans ce cas-là, vous avez le choix entre deux options : ou vous acceptez le

Etudes de cas : Turquie

silence complet, ou pour protester, il faut vous cacher sous une tente, sous un parapluie. Voilà, je crois que l'islamisme est un parapluie sous lequel se cachent les différents courants d'opinions de partis politiques qui travaillent dans la clandestinité la plus complète. Même au Liban, le Hezbollah, c'est une façon d'exprimer le refus de l'occupation israélienne, parce qu'il n'y a pas d'autres formes de refus. Pour les gens qui sont militants dans le Hezbollah, c'est une façon de dire, tout simplement, non à l'occupation israélienne.